Société
québécoise
d'assainissement
des eaux

100-07161/

Montréal, le 1er juillet 1999

Madame Louise Harel
Ministre d'État aux Affaires municipales
et à la Métropole
Gouvernement du Québec
20, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Secteur B, 3e étage
Québec (Québec) G1R 4J3

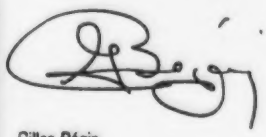
Madame la Ministre,

Au nom du conseil d'administration, j'ai l'honneur de vous soumettre le rapport annuel, conformément aux dispositions de la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux.

Ce rapport détaille l'ensemble des activités de la Société pour la période du 1er avril 1998 au 31 mars 1999.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Le président du conseil d'administration,



Gilles Bégin

TABLE DES MATIÈRES

3 **Mission**

4 **Organigramme**

5 **Message du président-directeur général**

Évolution des affaires

6 La clientèle

6 Les réalisations

7 Les investissements

8 Le financement

10 Les frais d'exploitation

11 Une de nos réalisations

14 Affectation cumulative des fonds des ouvrages

États financiers

26 Rapport de la direction

27 Rapport du vérificateur

28 Revenus et dépenses

29 Bilan

30 Évolution de la situation financière

31 Notes complémentaires

MISSION

Créée en 1980, la Société québécoise d'assainissement des eaux est une société d'État au service des municipalités. Sa mission est de leur fournir les services de gestion et de financement appropriés afin qu'elles puissent se doter d'équipements d'assainissement des eaux usées de qualité, au meilleur coût possible, et ce, au bénéfice des populations desservies par ces municipalités.

La Société doit accomplir ses mandats dans le cadre de sa loi constituante et exercer ses activités en respectant les modalités administratives approuvées par le gouvernement.

Dans le cadre du Programme d'assainissement des eaux du Québec (PAEQ), la Société a pour mandat :

- de concevoir, de construire, d'améliorer, d'agrandir, de mettre en marche, de financer, d'exploiter des ouvrages d'assainissement des eaux pour les besoins des municipalités;
- d'exécuter des études et des travaux en matière d'égout et d'assainissement, ainsi que des travaux d'aqueduc, de recherche en eau et de traitement de l'eau potable pour certaines localités du Québec;
- d'agir à l'extérieur du Québec, en association avec les entreprises québécoises dans le domaine de l'eau, notamment en fournissant des biens et services reliés à l'expérience qu'elle a acquise au Québec, en faisant la promotion de ces biens et services et en favorisant le développement du potentiel technologique et industriel du Québec dans ce domaine.

La Société offre ainsi les services nécessaires à la gestion et au financement des projets d'assainissement, en s'engageant à réaliser le contenu des conventions intervenues entre les municipalités et le gouvernement du Québec, le tout dans le respect des normes de dépollution, ainsi que des critères de qualité, de coûts et d'échéancier de réalisation.

Dans le cadre du Programme d'assainissement des eaux municipales (PADEM), la Société a pour mandat :

- d'agir comme conseiller auprès des municipalités en matière de réalisation et d'exploitation d'ouvrages d'assainissement des eaux;
- de fournir aux municipalités de l'aide technique et professionnelle en matière de gestion pour la réalisation d'ouvrages d'assainissement des eaux;
- d'élaborer des projets de transfert et de diffusion de nouvelles technologies en matière d'assainissement des eaux et de traitement de l'eau potable, et de procéder à leur réalisation avec l'autorisation du ministre des Affaires municipales.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Gilles Bégin

Président du conseil d'administration

Directeur adjoint au
Service de l'environnement
Communauté urbaine de Montréal

Maurice Masse

Vice-président du conseil d'administration

Guy Leclerc

Président-directeur général

Société québécoise d'assainissement des eaux

Jacques Brisebois

Administrateur

Maire
Ville de
Mont-Laurier

Georges Falli

Administrateur

Sous-ministre
Ministère des
Affaires municipales
et de la Métropole

Denise M. Lévesque

Administratrice

Mairesse
Ville de
Rivière-du-Loup

Martine Ouellet

Administratrice

Conseillère
en recherches et
développements
Hydro-Québec

DIRECTION*

Guy Leclerc

Président-directeur général

François Rochette

Vice-président projets spéciaux

Marc Pinsonnault

Vice-président administration et secrétaire général

Jean-Yves Hébert

Directeur
Montréal

Georges Hamel

Directeur
Québec

MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le chemin parcouru par la Société québécoise d'assainissement des eaux depuis près de vingt ans, est considérable.

En 2001, au terme du plus vaste projet environnemental jamais entrepris au Québec, c'est plus de 6,7 milliards de dollars qui auront été investis dans des ouvrages d'assainissement des eaux dont près de 4 milliards de dollars sous la responsabilité directe de la Société.
C'est dans le cadre de trois programmes d'assainissement que la Société s'acquitte de sa mission : le Programme d'assainissement des eaux du Québec (PAEQ), le Programme d'aqueduc et égout de la Basse-Côte-Nord et le Programme d'assainissement des eaux municipales (PADEM).

La dépollution des cours d'eau du Québec, axée principalement sur le traitement des eaux usées de source résidentielle, a fortement contribué à redonner aux populations riveraines les différents usages reliés à cette ressource naturelle et à rehausser l'attrait qu'ils exercent sur les visiteurs étrangers.

Au cours de ses vingt ans d'existence, c'est plus de 700 projets qui ont été gérés et financés par la Société, projets qui ont impliqué la participation de quelque 800 municipalités du Québec. Travaillant en étroite collaboration avec les ressources du milieu, la Société a confié plus de 2 000 contrats de services professionnels à des ingénieurs-conseils, laboratoires, arpenteurs-géomètres, évaluateurs, notaires, avocats et autres professionnels. Elle a aussi octroyé, par soumissions publiques et sur invitation, près de 3 000 contrats de construction à des entrepreneurs généraux et spécialisés. Toutes ces activités ont permis l'éclosion et le développement d'une véritable industrie de l'eau au Québec dont l'expertise est maintenant reconnue tant au Québec qu'au niveau international.

La Société a procédé au financement des investissements requis par le PAEQ au moyen de 29 émissions d'obligations, d'une durée moyenne de 9 ans, à un taux moyen de 8,93 % en diverses devises : CAN, US, yens, francs suisses, francs luxembourgeois, marks. Dans l'ensemble, le financement des projets a été réalisé à un taux d'intérêt inférieur, en moyenne, de 20 points de base par rapport à celui consenti aux municipalités.

L'accélération du processus de parachèvement des projets est demeuré l'objectif prioritaire de la Société au cours de la dernière année afin d'améliorer le plus rapidement possible l'état de nos écosystèmes. À cet égard, la Société joue pleinement son rôle tant et si bien qu'en fin d'exercice, elle a complété et mis en service plus de 500 projets.

Sur le plan international, la Société a rempli tous ses engagements envers l'Office national de l'eau potable (ONEP) du Royaume du Maroc, en ce qui a trait à son rôle-conseil relativement à la mise sur pied d'un centre de formation pour les opérateurs de stations d'épuration des eaux usées. Par ailleurs, elle entretient toujours des relations suivies avec le Royaume du Maroc et a conclu une entente de collaboration avec le Centro Nacional del Agua (Cenagua), un organisme sans but lucratif de la Colombie chargé d'assurer la diffusion des différentes technologies reliées au traitement de l'eau potable et des eaux usées.

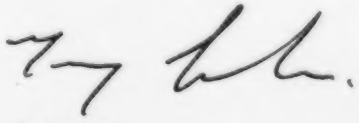
La Société a également effectué du démarchage afin d'initier ou d'élargir des champs de collaboration avec des pays comme la Hongrie, le Costa Rica, l'Argentine, la Pologne et la Tunisie.

Au cours du dernier exercice, la Société a également mis en œuvre toutes les mesures nécessaires pour se prémunir contre les conséquences fâcheuses du « bogue de l'an 2000 ». Tous les systèmes informatiques de la Société ont fait l'objet d'un examen attentif afin que le passage à l'an 2000 s'effectue sans heurt. Il en va ainsi des 70 ouvrages d'assainissement des eaux dont elle détient encore la propriété et dont toutes les composantes utilisant des automates ou puces, seront inventoriées et analysées afin d'assurer que le passage à l'an 2000 puisse se réaliser de façon harmonieuse. Dans le cas des équipements non conformes et dont les défaillances entraîneraient des conséquences néfastes, les correctifs requis seront apportés d'ici le 30 septembre 1999.

Alors que les mandats que le gouvernement lui a confiés tirent à leur fin, la Société poursuit sa réflexion sur les nouvelles responsabilités qu'elle serait en mesure d'assumer afin de tirer parti de l'expertise unique qu'elle a acquise au cours de ses vingt ans d'existence et de poursuivre dans d'autres domaines, ici au Québec ou à l'étranger, des interventions propres à assurer une meilleure qualité de cette ressource naturelle indispensable : l'eau.

En terminant, je m'en voudrais de ne pas souligner tout le professionnalisme et toute la compétence dont le personnel de la Société a fait preuve constamment au fil des années. Un tel dynamisme nous permet d'envisager le futur avec optimisme et détermination. J'adresse enfin mes remerciements aux membres du conseil d'administration ainsi qu'à tous nos partenaires, tant du secteur public que du secteur privé, pour l'esprit de collaboration qu'ils ont manifesté à l'endroit de la Société tout au cours du dernier exercice.

Le président-directeur général,



Guy Leclerc, ing.

La clientèle

C'est dans le cadre du Programme d'assainissement des eaux du Québec (PAEQ), ainsi que du Programme d'aqueduc et égout de la Basse-Côte-Nord, que la Société fournit, depuis ses débuts, ses services de gestion et de financement aux municipalités qui désirent se doter d'ouvrages d'assainissement des eaux. À ce jour, en tenant compte des fusions, pas moins de 532 municipalités ont confié à la Société, en tout ou en partie, la maîtrise d'oeuvre de leurs ouvrages.

La Société a également assuré le financement et la gestion des études préliminaires de 214 autres projets municipaux d'assainissement. Elle offre aussi à 25 municipalités inscrites au nouveau Programme d'assainissement des eaux municipales (PADEM) ses services professionnels de gestion pour les aider à réaliser des ouvrages d'assainissement adaptés à leurs besoins.

Au terme de l'échéancier de réalisation de tous les programmes liés à ce vaste projet environnemental dont le gouvernement du Québec a été à la fois l'initiateur et le principal partenaire financier, le Québec sera considéré sur la scène internationale, à l'aube de l'an 2000, comme un chef de file incontestable en matière d'assainissement des eaux.

Forte de l'expérience qu'elle a acquise dans ce domaine au cours des années, la Société a jugé opportun d'assurer une présence sur les marchés internationaux en développant des relations privilégiées d'assistance technique avec des organismes gouvernementaux étrangers qui ont des vocations similaires à la sienne. La Société apporte ainsi, dans la mesure de ses moyens, une contribution additionnelle à la promotion et à la préservation de cette ressource vitale qu'est l'eau.

Les réalisations

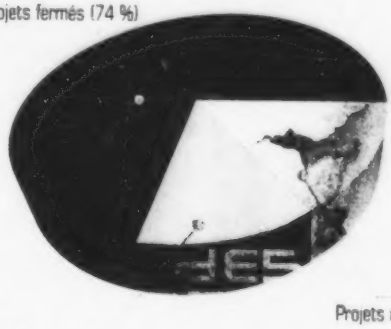
À la fin du PAEQ, la Société aura géré un total de 691 projets. De ce nombre, 202 ont consisté en des études préliminaires, 75 en des travaux relatifs à la réfection du réseau existant ou pour l'aménagement d'un nouveau réseau et 414 en des projets impliquant la construction d'au moins une station d'épuration. Notons que le nombre total de stations d'épuration s'élèvera à 432 dont 4 stations sont encore en phase de construction.

Les 428 stations dont la construction est terminée desservent 503 municipalités. De ces 428 stations, 411 sont opérationnelles et leur mise en service est terminée. Des 17 stations restantes qui sont actuellement en phase normale de mise en service, 13 ne présentent, pour l'instant, aucun problème particulier; 4 présentent des problèmes mineurs au procédé et font actuellement l'objet de mesures correctives visant à rectifier la situation.

Durant son dernier exercice, la Société a de plus procédé au transfert de la propriété de 41 stations portant ainsi à 378 le nombre de stations d'épuration fonctionnelles dûment transférées et desservant 404 municipalités.

Au 31 mars 1999, du total des 691 projets sous la gérance de la Société, 510 projets ont à ce jour reçu le statut de « projets fermés à 100 % », 86 projets sont « en phase de fermeture » et 95 projets sont considérés comme « actifs », soit en phase de construction, de mise en service ou de finalisation de correctifs.

État des projets - PAEQ



Projets fermés (74 %)

Projets actifs (14 %)

Projets en phase de fermeture (12 %)

Concernant le Programme d'aqueduc et égout de la Basse-Côte-Nord, la Société effectue la gérance de 13 projets. À ce jour, 2 projets ont reçu le statut de « projets fermés à 100 % », 10 sont en phase de fermeture ou en voie de l'être et 1 est toujours actif.

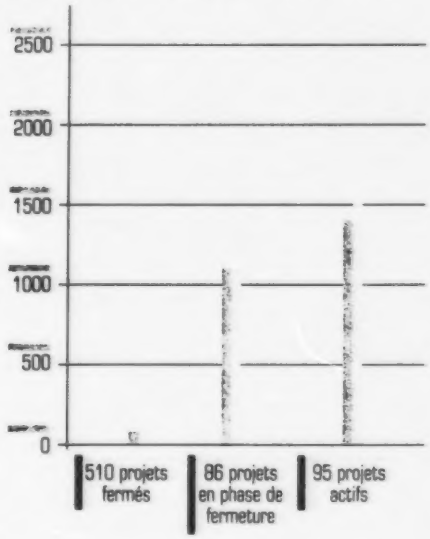
En ce qui a trait aux projets du PADEM, un projet est en phase de fermeture et 20 projets sont actifs.

Les investissements

Bilan général

À la fin du présent exercice financier, les 510 « projets fermés à 100 % » représentent un coût total de 994 millions de dollars, les 86 projets « en phase de fermeture » se chiffrent actuellement à 1 193 millions de dollars et finalement les 95 projets définis comme « actifs » représentent des investissements de 1 532 millions de dollars. En résumé, pour des investissements totaux prévus de 3 719 millions de dollars, 3 587 millions ont déjà été réalisés au 31 mars 1999. Les travaux à effectuer au cours des prochains exercices financiers représentent donc des investissements de l'ordre de 132 millions de dollars.

Répartition du coût total prévu des projets (en millions de dollars)



= Coût total prévu

= Investissements réalisés au 31 mars 1999

= Investissements à venir

Pour le Programme d'aqueduc et égout de la Basse-Côte-Nord, le coût total prévu de ce programme est de 49,8 millions de dollars. Les dépenses cumulées au 31 mars 1999 sont de 49,2 millions de dollars et 0,6 million de dollars sont prévus pour achever ce programme.

Pour les projets réalisés dans le cadre du PADEM, le coût total prévu est de 69 millions de dollars. Le coût des travaux effectués au 31 mars 1999 s'établit à 54 millions de dollars et 15 millions de dollars sont prévus pour parachever ces projets gérés par la Société.

Exercice 1998-1999

Au cours du présent exercice, les investissements réalisés dans le cadre du PAEQ et du Programme d'aqueduc et égout de la Basse-Côte-Nord se sont élevés à 119 millions de dollars, comparativement à une prévision initiale de 142,7 millions de dollars. Cet écart provient, d'une part, d'une baisse significative des prix soumissionnés par rapport aux coûts estimés et, d'autre part, du report nécessaire de certains travaux de l'ordre de 15 millions de dollars.

Par ailleurs, les autres activités de gérance de la Société ont principalement porté sur la réalisation de travaux municipaux exécutés simultanément avec les travaux d'assainissement et sur les ouvrages réalisés dans le cadre du PADEM. Les ouvrages gérés à ce titre correspondent à des investissements de 33,8 millions de dollars par rapport à un coût estimé de 45,3 millions de dollars.

Ainsi, sur des investissements totaux prévus de 188 millions de dollars pour l'exercice financier 1998-1999, la Société a géré des travaux pour 152,8 millions de dollars.

Pour le prochain exercice financier, la Société estime que les ouvrages à réaliser dans le cadre du PAEQ et du Programme d'aqueduc et égout de la Basse-Côte-Nord, nécessiteront des investissements de l'ordre de 65,2 millions de dollars. D'autre part, la gérance des travaux municipaux et des ouvrages d'assainissement qui seront réalisés dans le cadre du PADEM représenteront des investissements de près de 19,2 millions de dollars. Au total, les ouvrages qui seront gérés par la Société au cours de l'exercice financier 1999-2000 correspondent ainsi à une prévision d'investissements de 84,4 millions de dollars.

Le financement

Dans le cadre des programmes que la Société administre, celle-ci réalise les emprunts nécessaires au financement des projets dont elle est le maître d'œuvre et se fait rembourser, d'une part, la participation gouvernementale pour et au nom des municipalités et, d'autre part, la participation municipale, par chacune des municipalités clientes. En raison de sa capacité d'emprunt et de l'expertise dont elle dispose en matière de financement de projets, la Société est en mesure d'obtenir des taux avantageux pour le financement des ouvrages qu'elle réalise, qu'il s'agisse d'emprunts temporaires ou permanents.

À cet effet, le service de la dette pour l'exercice 1998-1999 représente une somme globale de 300 millions de dollars comparativement à 306 millions de dollars pour l'exercice précédent.

Au cours du présent exercice, les taux d'intérêt négociés par la Société pour les emprunts temporaires ont été inférieurs, en moyenne, d'un peu plus de 1,50 % au taux d'intérêt préférentiel des banques à charte canadiennes, généralement consenti aux municipalités de grande taille. Le coût moyen de financement a été de 5,19 % comparativement à 3,88 % pour l'exercice précédent.

La Société a réalisé durant l'année un financement privé permanent de 83,2 millions de dollars CAN. La durée de cet emprunt est de 4,9 ans avec un taux d'intérêt effectif de 5,15 % (s.a.).

Afin de réduire l'impact des cycles économiques sur le coût de financement total pour les municipalités clientes, la Société a maintenu à 20 % la part annuelle moyenne de la dette à taux variable sur l'ensemble de la dette. Cette stratégie a permis de maintenir notre objectif d'une structure optimale de taux d'intérêt.

Par ailleurs, le programme de contrats d'échange d'intérêt, institué de concert avec le ministère des Finances, a permis d'économiser 9,5 millions de dollars au cours du présent exercice. Depuis sa création, ce programme a permis de réaliser des économies de l'ordre de 42,5 millions de dollars.

Modes de financement (en milliers de dollars)

Mode de financement	Type		Échéance	Date de l'acceptation de l'offre	Coût net à l'emprunteur (taux effectif)	Montant
Temporaire	Acceptations bancaires		30 à 90 jrs			212 685
	Billets à terme		30 à 90 jrs			394 986
						607 671
Permanent	Public	« SS »	2003-02-11	1988-01-15	10,25	148 836
	Privé	« X »	2014-07-31	1989-06-27	10,25	50 000
	Public	« Z »	2000-06-15	1990-05-08	12,69	102 327
	Privé	« AA »	2000-11-08	1990-10-05	12,12	100 000
	Public	« AF »	2001-03-06	1991-02-08	10,80	119 054
	Privé	« AG »	2001-03-28	1991-03-08	11,78	100 000
	Privé	« AJ »	2001-10-10	1991-09-12	10,65	80 000
	Public	« AK »	2002-07-23	1992-06-29	9,29	150 000
	Privé	« AM »	2003-04-08	1993-03-18	8,63	73 603
	Public	« AN »	2003-08-11	1993-07-07	8,36	125 000
	Privé	« AO »	2003-12-01	1993-08-16	7,77	75 901
	Public	« AP »	2004-08-25	1994-07-14	10,15	100 000
	Privé	« AQ »	2001-09-01	1994-07-21	9,94	49 176
	Privé	« AR »	2004-12-15	1994-11-23	9,89	69 833
	Privé	« AS »	2002-02-02	1995-01-13	10,39	49 926
	Privé	« AT »	2005-03-01	1995-02-07	9,67	100 000
	Public	« AU »	2000-07-18	1995-06-26	7,84	41 175
	Public	« AV »	2000-07-18	1995-06-26	7,84	27 450
	Public	« AW »	2005-09-12	1995-08-15	9,30	143 788
	Privé	« AY »	1999-04-01	1995-12-12	7,06	75 000
	Public	« AZ »	2001-08-07	1996-01-09	7,23	100 000
	Privé	« BA »	2003-04-09	1996-04-03	7,63	135 600
	Privé	« BB »	2002-05-17	1996-04-25	7,75	100 000
	Privé	« BC »	2003-12-01	1996-07-09	7,99	100 000
	Public	« BD »	2006-11-27	1996-09-27	7,71	174 446
	Privé	« BE »	2007-10-01	1997-09-17	6,26	75 000
	Privé	« BF »	2006-03-30	1997-12-08	6,07	100 000
	Privé	« BG »	2007-10-01	1997-12-09	6,23	25 000
	Privé	« BH »	2003-12-01	1998-12-10	5,15	83 193
						2 674 308
						3 281 979

Les revenus d'exploitation

Les revenus de la Société proviennent principalement des frais de gestion afférents aux ouvrages qu'elle gère et finance.

En vertu de sa loi constituante, la Société doit s'autofinancer à même ses revenus d'exploitation, ce qui l'oblige à mettre en œuvre une organisation souple et efficace et à gérer ses dépenses d'exploitation avec rigueur et prudence. Elle doit donc établir le niveau de ses dépenses en fonction du niveau des investissements qu'elle réalise afin de respecter le principe d'autofinancement de ses activités.

La Société entend poursuivre la rationalisation de ses coûts d'opération, tout en assurant la réalisation intégrale de ses mandats dans un contexte de gestion rigoureuse des fonds publics. À cet égard, le budget d'exploitation de la Société a été fixé à 5,2 millions de dollars pour le prochain exercice.

Au cours du présent exercice, les effectifs de la Société ont été réduits graduellement de 54 employés réguliers à 38, soit près de 30 %. Pour le prochain exercice, une réduction additionnelle est prévue, ce qui ramènera les effectifs à 24 employés au 31 mars 2000. Cette rationalisation des postes de travail est la conséquence d'une restructuration importante de l'organisation de la Société qui favorise, d'une part, une plus grande intégration des différentes activités vouées à la gestion des projets et, d'autre part, un encadrement administratif simplifié, servant davantage de soutien et de guide auprès des opérations. Une telle réforme, également justifiée par une diminution des activités de l'organisme liée au parachèvement du PAEQ, a permis d'améliorer la productivité de nos opérations, mais aussi, et surtout, de stimuler le rapprochement entre les services rendus et les besoins de la clientèle.

Évolution des effectifs et des dépenses d'exploitation

	1996-97	1997-98	1998-99	Projetés 1999-00
Effectifs	64	54	38	24
Dépenses d'exploitation	8,0 M $	7,8 M $	5,5 M $	5,2 M $

La station d'épuration La Pinière, à Ville de Laval

Avec la mise en service de la station d'épuration La Pinière, en décembre 1998, Ville de Laval complétait l'un des plus ambitieux programme d'assainissement des eaux jamais réalisé au Québec.

Cette nouvelle station, située sur le côté sud de l'île Jésus, dessert les quartiers de Sainte-Dorothée, Chomedey, Laval-des-Rapides, Pont-Viau, Vimont, Duvernay, Saint-Vincent-de-Paul et Saint-François, soit un bassin de population de plus de 250 000 personnes. Il s'agit là d'un équipement bénéfique à la dépollution des eaux de la rivière des Prairies alors que deux autres stations, Auteuil et Fabreville, remplissent des fonctions identiques dans la partie nord de l'île, contribuant ainsi à la dépollution des eaux de la rivière des Milles-Iles.

Il aura fallu près de vingt ans d'efforts et des investissements de quelque 450 millions de dollars pour faire en sorte que toutes les eaux rejetées aux rivières qui ceinturent l'île Jésus, soient désormais traitées. La station La Pinière pour sa part a nécessité des investissements de 103 millions de dollars, soit près de quatre millions de moins que l'enveloppe budgétaire prévue lors de la signature, le 8 août 1994, d'un protocole d'entente entre la Ville de Laval et le ministère des Affaires municipales. Le projet a également été complété à l'intérieur des délais prévus dans l'échéancier initial de réalisation.

Conception, gestion et financement du projet

La conception de la station La Pinière a été confiée au consortium Gendron Lefebvre Tecsult inc. / Dessau inc., et c'est à la Société québécoise d'assainissement des eaux que la Ville de Laval a confié le mandat de la gestion de la construction et du financement des coûts de ces ouvrages.

Le ministère des Affaires municipales a financé 90 % des coûts de la station d'épuration et 66,6 % des coûts du réseau d'interception des eaux. La Ville de Laval a assuré la partie restante des investissements requis.

La Société a octroyé 35 contrats de construction et de fourniture d'équipements pour réaliser l'ensemble du projet. Cette division en plusieurs lots de construction a permis de respecter l'échéancier prévu au départ tout en maximisant les retombées locales du projet ainsi que la concurrence au sein des entreprises.

Les caractéristiques techniques

La station d'épuration des eaux La Pinière a fait appel à des technologies éprouvées afin d'en assurer le fonctionnement optimal. Ainsi, la conception de ses différentes composantes a été optimisée grâce à des études hydrauliques menées en laboratoire sur modèles à échelle réduite. La station constitue l'une des plus importantes installations du genre en Amérique du Nord.

Le procédé de traitement des boues adopté à la station La Pinière sert également à recycler et valoriser les boues déshydratées des stations Fabreville et Auteuil. La station a aussi été conçue afin d'éliminer à la source la production d'odeurs.

Le schéma ci-après illustre les différentes étapes du traitement des eaux usées et du traitement des boues :

1) Les eaux usées sont acheminées gravitairement à la station d'épuration par un réseau d'intercepteurs puis pompées au poste de relèvement, à 30 mètres de profondeur, afin de permettre ensuite leur passage à travers les différentes étapes de traitement et leur retour gravitaire à la rivière;

2) Un prétraitement des eaux usées, comprenant un dégrillage et un dessablage permet d'éliminer la fraction la plus grossière des particules présentes dans les eaux usées;

3) L'eau prétraitée poursuit son chemin vers un des six décanteurs, puis elle fait l'objet d'une désinfection qui vise à éliminer les bactéries encore présentes dans les eaux, avant leur rejet à la rivière des Prairies, par un émissaire de 700 mètres de longueur. Le point de rejet des eaux est situé à environ 125 mètres de la rive;

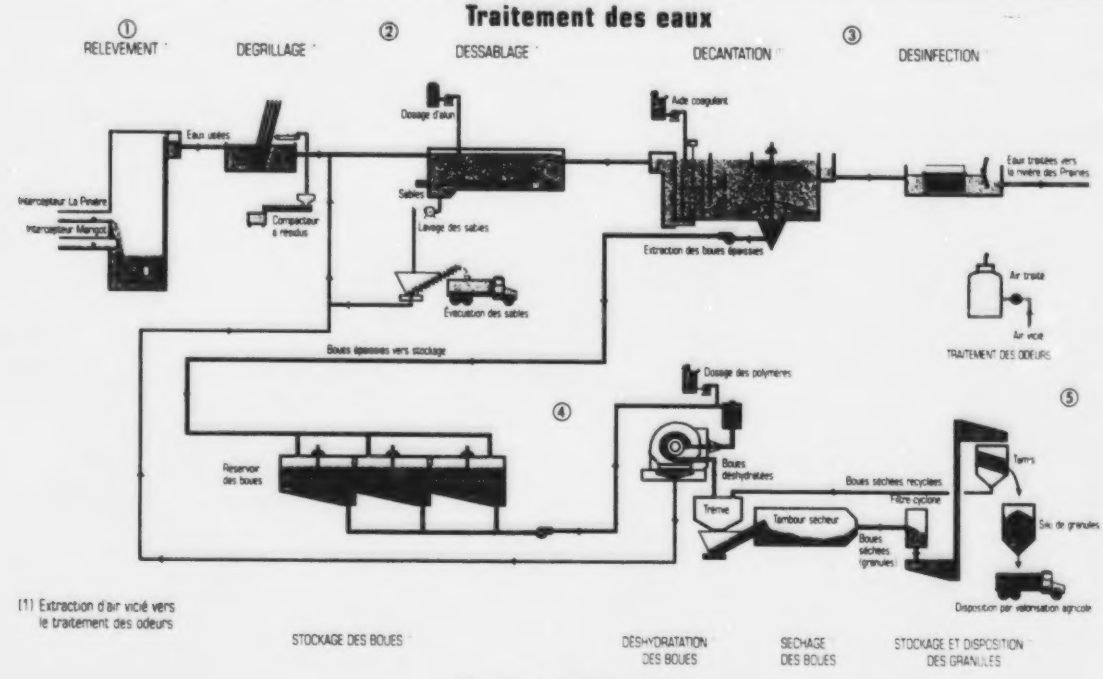
4) Aspirées des décanteurs, les boues liquides sont pompées vers les bassins de stockage afin d'y subir un traitement qui comprend les étapes de déshydratation, puis de séchage qui permettent d'évaporer la presque totalité de l'eau présente dans les boues et d'atteindre une siccité de 92 %. Les boues séchées se présentent alors sous la forme de granules de 2 à 4 mm de diamètre;

5) Entreposés dans des silos puis récupérés par des entreprises spécialisées, les granules peuvent être utilisés à diverses fins : combustible d'appoint, fertilisant ou base pour la production d'engrais. Ce processus est d'autant plus intéressant du point de vue environnemental qu'il permet de transformer en produits valorisables et commercialisables les quelque 25 à 35 tonnes de granules produits quotidiennement par la station La Pinière.

Grâce à ses stations d'épuration et son réseau d'intercepteurs, Ville de Laval dispose aujourd'hui de tous les équipements requis pour assurer la gestion complète de ses eaux usées selon des exigences environnementales les plus sévères. Elle peut ainsi espérer rendre à toute la collectivité lavalloise, dans un proche avenir, une plus grande utilisation récréative de ces magnifiques plans d'eau que constituent les rivières des Prairies et des Milles-Îles.

Station d'épuration La Pinière

• Diagramme de procédé •



Répartition des investissements

Exercice terminé le 31 mars 1999 (en milliers de dollars)

Municipalités	Ouvrages d'assainissement des eaux					Financement			
* Acton Vale	167	347	3 514	5 541	8				9 577
Aguanish	.	.	.	.	.			3 595	3 595
* Albanel (municipalité)	317	5	344	1 747	25				2 438
Albertville	.	.	1	6	.				7
* Alma	232	5 194	13 860	18 383	.				37 669
Amos	1 452	557	12 996	8 293	.				23 298
* Amqui (ville)	108	1 784	4 467	2 402	46				8 807
* Angliers	78	18	183	625	6				910
* Arthabaska	36	205	2 370	3 241	.				5 852
* Asbestos	23	51	272	4 655	58				5 059
* Ascot	90	330	3 586	3 426	.		158		7 590
* Ascot Corner	201	26	721	1 630	64				2 642
Ass. de Chandler, Pabos et Pabos Mills	.	.	.	7 115	53				7 168
Assainissement des eaux du Haut-Richelieu	.	.	.	48 266	51				48 317
* Aubert-Gallion	1	.	132	653	.				786
* Audet	.	.	.	.	16				16
* Ayer's Cliff	72	.	78	1 259	42				1 451
* Aylmer	437	1 314	.	.	.				1 751
* Baie-Comeau	271	769	18 075	22 682	.				41 797
Baie-de-Shawinigan	1	.	.	.	.				1
* Baie-du-Febvre	195	94	.	1 164	15				1 468
* Baie-Johan-Beetz	63	.	12	510	.			1 303	1 888
* Baie-Saint-Paul (ville)	47	803	1 585	3 108	.				5 543
* Baie-Saint-Paul (paroisse)	5	7	344	453	.				809
* Barnston	201	.	65	1 218	.				1 484
Beaconsfield	180	79	.	.	.				259
* Beauceville (ville)	58	661	2 501	4 621	.				7 841
* Beauharnois	110	.	291	5 647	.				6 048
* Beaulac	70	519	292	1 163	.				2 044
* Beaumont	193	2	71	1 309	.				1 575
* Beauport	676	4 522	361	.	.				5 559
* Bécancour	2 042	.	289	5 101	42				7 474
* Bedford	78	.	310	4 454	.				4 842
* Beebe Plain	25	.	.	.	.				25
* Bellefeuille	.	.	.	468	.				468
Beloeil	2 008	197	11 963	7 141	25				21 334
Bernières	576	.	2 907	4 302	15				7 800
* Berthierville	17	.	1 476	1 676	41				3 210
* Berthier-sur-Mer	376	381	558	2 504	19				3 838
Berthier-sur-Mer	149	.	.	.	.				149
* Berthierville	1 082	331	7 813	6 234	39				15 499
* Bic	35	97	1 352	1 692	55				3 231
* Black Lake	112	229	1 925	1 677	.				3 943
* Blainville	239	856	2 257	611	.				3 963
* Blanc-Sablon	229	.	247	2 189	.			9 155	11 820
* Bois-des-Filion	183	288	15	79	.				565
* Boisbriand	408	105	2	15 240	.				15 755
Bonaventure	270	1 389	506	3 792	.				5 957
Bonne-Espérance	167	.	108	2 043	5			7 708	10 031
Bonsecours	.	.	77	920	25				1 022
* Boucherville	467	4 486	9 458	25 703	.				40 114
* Bouchette	.	.	452	1 026	53				1 531
* Brébeuf	235	.	85	1 032	6				1 368
* Brigham	129	.	628	483	21				1 261
* Bromont	135	1	1 456	1 123	.				2 715
* Bromptonville (ville)	136	72	2 025	2 072	.				4 305
* Brossard	324	1 749	14 302	21 646	.				38 021
Buckingham	806	445	5 554	4 278	17				11 100
* Bury	154	239	378	1 503	.				2 274

Municipalités	Ouvrages d'assainissement des eaux					Financement			
	[redacted]		[redacted]		[redacted]	[redacted]	[redacted]		[redacted]
• Cabano	145	402	736	2 435	34				3 752
• Campbell's Bay		31	96	1 336	45				1 508
• Candiac	110								110
• Cap-aux-Meules	229	15		3 468					3 712
Cap-de-la-Madeleine	62	14	9 967	9 415					19 458
• Cap-Rouge	339	1 408	247						1 994
• Cap-Saint-Ignace	326	268	155	2 391	17				3 157
• Carignan	700		646						1 346
Carillon	93		6	662	6				767
• Carleton	507	66	2 910	4 981					8 464
• Causapscal (ville)	415	47	1 914	1 873	23				4 272
Chambly	407	1 211	2 584	17 612					21 814
• Chambord	32	309	19	969	23				1 352
Chandler	1 041	1 119	5 832						7 992
• Chapeau	36	5	106	820	50				1 017
Charlemagne	308	2	5 392	2 827	16				8 545
• Charlesbourg	1 285	5 869							7 154
Charny	1 181		1 420	9 601	22				12 224
• Chateauguay	659	1 710	9 256	38 774					50 399
Chertsey (canton)		414	471	1 360		181			2 426
• Chibougamau	205	1 078	1 839	4 453					7 575
Chicoutimi	647	4 068	40 761	31 840	6				77 322
• Clermont	184	250	2 246	3 441					6 121
• Coaticook (ville)	84								84
• Compton (village)			45	1 177	50				1 272
• Contrecoeur	75		665	2 960					3 700
• Cookshire	44		36	75				10 376	155
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent									10 376
Coteau-du-Lac	569		2 283	2 732	16				5 600
Coteau-Landing	226		562	1 013	6				1 807
Coteau-Station	131		2 099	753	5				2 988
• Courcelles	314		87	1 532	17				1 950
• Cowansville	263	1 209	2 977	7 653					12 102
• Crabtree (municipalité)		150	1 257	12 008					13 415
• Danville (ville)	38	216	632	1 613	54				2 553
• Deauville			517	1 150					1 667
• Dégelis	57	398	1 371	1 746	58				3 630
• Délisle	27	779	1 240	2 326	36				4 408
• Delson	82								82
• Desbiens	37	81	1 374	2 553	25				4 070
• Deschaillons-sur-Saint-Laurent	271		650	1 429	28	265			2 643
• Destor	19		2	17					38
Deux-Montagnes	321	1 358	4 004	8 292					13 975
• Disraéli	25								25
• Dolbeau	60	1 196	2 200	4 192					7 648
• Donnacona	28	950	2 013	6 015					9 006
• Dorion	92		2 045	5 959					8 096
Drummondville (ville)	623	2 481	18 638	35 457					57 199
• Dunham			6 577	1 259	36				7 872
East Angus	2 112		5 110	11 121	13				18 356
• East Broughton (municipalité)	85	126	158	1 003					1 372
• East Broughton Station	85	115	281	1 003					1 484
• Eastman	166		379	1 280					1 825
• Evain	286	176	3 000	2 173					5 635
• Farnham	208	1 544	1 652	5 477		247			9 128
• Fatima	167		707	2 042	18				2 934
• Ferme-Neuve (village)	371	868	1 964	2 137					5 140
• Fleurimont	164	282	2 872	6 367				227	9 912
Forestville	434	69	2 023	2 088	25				4 639
• Fort-Coulonge	238	22	666	2 603	29				3 558

Municipalités	Ouvrages d'assainissement des eaux				Financement			
• Fossambault-sur-le-Lac	151	195	1 779	763	.	544		3 432
• Frontenac	64	48	210	1 348	.			1 670
• Gallix	169		89	1 209	19		4 550	6 036
Gaspé	369	426	7 061	8 996	.			16 854
• Gatineau	713	1 869	.	.	.			2 582
• Gayhurst-Partie-Sud-Est	.		21	52	.			73
• Girardville	184		216	995	13			1 408
Godmanchester	2		1	14	.			17
• Granby (ville)	567	1 238	4 105	26 451	.	326		32 687
• Grand-Mère	186	1 431	9 924	4 042	.			15 583
• Grande-Île	73	480	2 357	73	.			2 983
Grande-Rivière	683	794	2 417	3 530	23			7 447
Grandes-Piles	79		.	.	.			79
Grantham	47		1 491	2 277	.			3 815
• Greenfield Park	130	2 509	2 560	8 147	.			13 346
• Ham-Nord	.		610	1 229	.			1 839
• Haute-Mauricie	.		312	227	.		3 413	539
• Havre-Saint-Pierre	.		.	.	.			3 413
• Hemmingford	197		313	1 957	17			2 484
• Henryville	.		.	853	.			853
• Hérouxville	114	2	82	1 339	.			1 537
Hinchinbrooke	4		2	35	.			41
• Hull	536	1 524	.	.	.			2 060
Huntingdon	725		2 664	5 731	28			9 148
Iberville	1 673	212	9 610	.	.			11 495
Joliette	316	1 075	2 695	551	.			4 637
• Jonquière	751	7 989	13 016	15 325	.			37 081
Kativik	786		.	104	.			890
• Kingsey	138		.	1 419	16			1 573
• Kingsey Falls (village)	150		.	999	14			1 163
• Kuujjuaq	130		.	.	.			130
• L'Acade	280		2 214	.	.			2 494
• L'Ancienne-Lorette	289	1 362	.	.	.			1 651
• L'Ange-Gardien (village)	190		333	1 137	.			1 660
• L'Annonciation	219	190	1 500	2 681	.			4 600
L'Ascension	276	60	896	1 264	12			2 508
• L'Assomption (ville)	24	34	3 562	2 903	.			6 523
• L'Assomption (paroisse)	13		1 016	962	.			1 991
• L'Enfant-Jésus	6	186	1 023	579	7			1 803
• L'Épiphanie	.		3 703	2 327	.			6 030
• L'Étang-du-Nord	.		708	.	.			708
L'Île-d'Anticosti	187		631	776	.		1 041	2 635
L'Île-Perrot	222	532	2 782	12 433	.			15 969
L'Islet	389	45	1 051	1 404	7			2 896
L'Islet-sur-Mer (village)	172	2	579	1 463	5			2 221
• La Baie	74	1 424	12 877	11 120	.			25 495
• La Conception	.	2	17	124	.			143
• La Guadeloupe	106	959	425	2 076	.			3 566
La Malbaie	265		239	.	.	344		848
• La Patrie (village)	197		375	1 367	8			1 947
• La Plaine	16		561	699	.			1 276
• La Pocatière	535	308	1 236	4 981	.			7 060
• La Prairie	177		.	.	.			177
• La Sarre	1 009	122	6 404	5 623	49			13 207
• La Tuque (ville)	108	753	5 853	3 973	.			10 687
• Labelle	310	858	2 229	3 092	.			6 489
• Lac-à-la-Croix	61		.	808	.			869
• Lac-au-Saumon (village)	423	958	1 407	2 171	24			4 983
• Lac-Beauport	23		.	.	.			23
• Lac-Bouchette	307	28	2 015	1 681	23			4 054

Municipalités	Ouvrages d'assainissement des eaux					Financement			
* Lac-Brome	264		2 420	1 659	83				4 426
* Lac-Carré	.	70	119	562	.				751
* Lac-Delage	128		.	2 344	.				2 472
* Lac-des-Écorces	305	724	294	1 907	15				3 245
* Lac-Dufault	110		331	857	.				1 298
* Lac-Etchemin	91	81	346	564	.				2 082
* Lac-Mégantic	147	189	2 118	5 401	.				7 855
* Lac-Saint-Charles	153	126	.	.	.				279
Lachenaie	893	77	9 783	5 904	18				16 675
* Lacolle	57	43	368	2 944	.				3 412
* Lambton	259	2 461	1 230	1 661	.				5 611
* Larouche	22	144	.	822	.				988
* Lasalle	.	.	4 432	.	.				4 432
* Latarmère	30	227	1 073	1 309	.				2 639
* Launay	38	.	69	619	.				726
* Laurentides	38	.	.	.	45				83
* Launer-Station	36	4	.	1 468	17				1 525
* Lauzon	120	965	12 625	9 417	.				23 127
Laval	11 998	3 631	19 304	99 124	.	72 519			206 576
* Lavaltrie	184	.	575	2 165	9				2 933
* Lawrenceville	.	13	67	897	.				977
Le Gardeur	754	92	2 191	7 193	31				10 261
* Lebel-sur-Quévillon	382	21	1 170	3 890	25				5 488
* Lemoyne	104	1 074	509	1 666	.				3 353
* Lennoxville	115	118	2 576	2 868	.	99			5 776
* Les Éboulements	219	64	146	1 275	18				1 722
* Lévis (ville)	130	343	15 116	9 081	.				24 670
* Linière	.	26	1 419	1 045	34				2 524
Longue-Pointe-de-Mingan	175	.	303	1 634	13			1 972	4 097
* Longueuil	999	45 612	33 599	63 992	.				144 202
* Loretteville	330	3 089	104	.	.				3 523
* Lorraine	186	77	53	260	.				576
* Lotbinière	.	.	61	718	28				807
* Louiseville	1 378	214	13 103	5 674	22				20 391
* Luceville	21	144	.	392	46				603
* Lyster	169	.	103	257	.				529
* Macamic	595	1 228	2 390	2 364	28				6 605
* Magog (ville)	301	.	76	2 184	.				2 561
* Magog (canton)	.	.	1 274	237	.				1 511
Malartic	34	.	.	.	.				34
* Maniwaki	278	494	4 679	3 643	.				9 094
* Mansfield-et-Pontefract	75	.	262	976	12				1 325
* Maple Grove	60	332	1 270	1 793	.				3 455
* Maria	1 270	4 536	7 928	3 904	41				17 679
* Marieville	79	533	1 494	8 154	.				10 260
* Marsoui	.	9	.	416	.				425
* Martinville	74	1	128	913	.				1 116
Mascouche	1 364	570	5 554	7 608	20				15 116
Masson-Angers	381	126	4 556	1 953	8				7 024
* Massueville	.	.	1 093	1 506	40				2 639
* Matane	272	1 133	5 988	10 270	.				17 663
McMasterville	349	40	2 550	1 505	6				4 450
* Melbourne	140	.	1 169	42	7				1 358
* Melocheville	34	338	1 860	2 715	.				4 947
Mercier	141	.	.	.	.				141
* Mistabetchouan	34	226	825	3 300	.				4 385
* Mirabel	1 385	45	3 481	5 730	18				10 659
* Mistassini	.	103	2 260	3 058	.				5 421
* Mont-Carmel	.	.	44	713	44				801
* Mont-Joli	1 058	1 619	423	6 096	29				9 225

Municipalités	Ouvrages d'assainissement des eaux					Financement			
* Mont-Laurier	212	927	5 945	7 208	49				14 341
* Mont-Rolland	52								52
* Mont-Saint-Grégoire (municipalité)	173	540	414	1 251					2 378
Mont-Saint-Hilaire	794	44	9 924	6 027	22				16 811
* Mont-Tremblant	39	90	390	1 251					1 770
* Montmagny	611	19	4 188	11 718					16 536
* Montréal (communauté urbaine)	105								105
* Murdochville	144								144
* Nantes	56	74	229	1 393					1 752
* Napierville	222	7	61	1 981	18				2 289
* Natashquan								315	315
* New Carlisle			1 314	1 109					2 423
* New Richmond	144	6	2 433	4 042					6 625
Nicolet	973	228	4 126	5 017	9				10 353
* Noranda	210	764	1 505	1 907					4 386
* North Hatley	28	7	263	1 115	40				1 453
Notre-Dame-de-Bon-Secours-de-l'Islet	35								35
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	38	186	4 349	4 704					9 277
* Notre-Dame-de-Portneuf	372		5 799	934	8				7 113
* Notre-Dame-des-Monts	114		526	1 451					2 091
* Notre-Dame-des-Neiges	107		1 011	436					1 554
* Notre-Dame-des-Pins	11	20	113	1 505	48				1 697
* Notre-Dame-des-Prairies	205	815	747	2 772					4 539
* Notre-Dame-du-Bon-Conseil	410	210	874	1 924	9				3 427
* Notre-Dame-du-Lac	63	89	15	85					252
* Notre-Dame-du-Nord	78	60	228	1 186	44				1 596
* Nouvelle	259		186	1 274	12				1 731
* Oka (municipalité)	320	25	1 142	2 971					4 458
* Omerville	70	77	38	1 129					1 314
* Orford	18		1 059	1 060					2 137
* Ormstown	276	3	825	1 977	7				3 088
Otterburn Park	381		5 564	3 439	11				9 395
* Outaouais (communauté régionale)	52								52
Pabos	209	67	3 634	37					3 947
Pabos Mills	244		1 506	79					1 829
* Papineauville	68	382		3 784	46				4 280
* Paspébiac (municipalité)	154	23	1 283	2 596					4 056
* Paspébiac-Ouest			197	507					704
* Percé	32	437	207	3 184					3 860
* Péribonka	106	18	214	1 196	13				1 547
* Petit-Matane	363	33	1 395	2 064	27				3 882
Piedmont	328								328
Piedmont, St-Sauveur et St-Sauveur-des-Mts		171	8 325	8 032	14				16 542
Pincourt	145	1 464	2 326	10 248					14 183
* Pintendre	31		2 233	1 119					3 383
* Plaisance	97	18	100	1 425					1 640
* Plessisville (ville)	101	335	1 346	5 358	44				7 184
* Plessisville (paroisse)		9	140	631	4				784
* Pohénégamook	154	235		1 915	46				2 350
Pointe-à-la-Croix			2	69					71
* Pointe-au-Père	73	269	2 222	1 848					4 412
* Pointe-du-Lac		927	3 759	2 519					7 205
* Pont-Rouge (village)	83	858	2 212	1 256	45				4 454
* Pontbriand	137								137
Port-Cartier	92								92
* Port-Daniel			1 742	3 232	20				4 994
* Port-Daniel (partie est)	149		8	1					158
* Port-Daniel (partie ouest)	149		5	2					156
* Portneuf	627	84	2 233	1 832	15				4 791
* Potton	205		853	1 555	21				2 634

Municipalité	Ouvrages d'assainissement des eaux					Financement			
* Prévost	59	296	1 569	2 982	.	.	.	.	4 906
Princeville	.	109	384	4 539	.	.	.	.	5 032
* Québec (ville)	1 286	.	.	.	.	.	.	.	1 286
* Québec (communauté urbaine)	423	.	414	.	.	.	.	.	837
* Rawdon (village)	74	159	599	1 752	34	.	.	.	2 618
Repentigny	57	502	10 401	22 179	.	.	.	.	33 139
Richelieu	35	85	.	2 322	.	.	.	.	2 442
* Richelieu / Saint-Laurent	899	.	.	.	.	.	.	.	899
* Richmond	70	69	3 221	3 270	.	.	.	.	6 630
* Rigaud (ville)	44	181	1 807	2 155	.	.	.	.	4 187
* Rimouski	480	8 117	18 918	13 627	.	.	.	.	41 142
* Rimouski-Est	45	720	1 819	1 508	.	.	.	.	4 092
* Risborough	9	17	733	1 241	.	.	.	.	2 000
Rivière-au-Tonnerre	169	.	225	1 190	8	.	3 492		5 084
* Rivière-Blanche	14	97	1 089	198	.	.	.	.	1 398
* Rivière-Bleue	317	840	600	1 945	.	.	.	.	3 702
* Rivière-du-Gouffre	5	.	321	498	.	.	.	.	824
Rivière-du-Loup (ville)	27	90	17 963	5 427	.	.	.	.	23 507
Rivière-Malbaie	.	.	584	.	.	.	.	.	584
* Rivière-Saint-Jean	.	.	.	.	.	.	1 879		1 879
* Robertsonville	41	129	718	578	.	.	.	.	1 466
* Roberval	146	399	1 722	7 682	.	.	.	.	9 949
* Rock Forest	157	99	3 976	5 970	24	165	.	.	10 391
* Rock Island	88	.	.	508	31	.	.	.	627
* Rosemère	213	741	70	357	.	.	.	.	1 381
Rougemont	24	123	2 717	7 044	.	.	.	.	9 908
* Rouyn	351	2 887	10 386	.	.	.	.	.	13 624
* Rouyn-Noranda (ville)	6	.	190	.	.	.	.	.	196
* Roxton Falls	73	292	393	1 011	.	.	.	.	1 769
* Roxton Pond (village)	.	53	1 251	1 233	41	.	.	.	2 578
* Sacré-Coeur	34	.	.	273	2	.	.	.	309
* Saint-Adolphe-d'Howard	339	.	765	3 798	20	.	.	.	4 922
* Saint-Adrien	.	.	.	9	.	528	.	.	537
* Saint-Agapit	201	212	.	1 607	.	.	.	.	2 020
* Saint-Aimé-des-Lacs	75	6	428	1 093	.	.	.	.	1 602
* Saint-Albert	103	.	47	1 046	21	.	.	.	1 217
* Saint-Alexandre (municipalité)	.	103	985	1 614	.	.	.	.	2 702
* Saint-Alexandre (village)	77	.	.	.	.	.	.	.	77
* Saint-Alexandre (paroisse)	77	.	.	.	.	.	.	.	77
* Saint-Alphonse (paroisse)	.	83	127	518	.	.	.	.	728
* Saint-Ambroise-de-Kildare	196	254	682	923	14	.	.	.	2 069
* Saint-Anaclet-de-Lessard	42	125	105	1 451	53	.	.	.	1 776
* Saint-André-Avellin (village)	353	223	865	2 025	18	.	.	.	3 484
* Saint-André-Avellin (paroisse)	12	41	16	41	.	.	.	.	110
* Saint-André-Est	115	.	139	1 570	9	.	.	.	1 833
* Saint-Ange-Gardien	42	.	250	917	.	.	.	.	1 209
* Saint-Anselme (village)	510	77	2 122	2 249	.	.	.	.	4 958
* Saint-Anselme (paroisse)	69	.	58	206	.	.	.	.	333
* Saint-Antoine	.	.	1 375	.	.	.	.	.	1 375
* Saint-Antoine-de-Lavaltrie	184	.	289	1 384	6	.	.	.	1 863
* Saint-Apollinaire	21	10	.	1 074	35	.	.	.	1 140
* Saint-Aubert	103	.	206	1 164	.	.	.	.	1 473
Saint-Augustin-de-Desmaures	226	357	1 725	.	.	.	.	.	2 310
* Saint-Augustin-de-Desmaures	71	.	1 477	.	.	.	.	.	1 548
* Saint-Basile-Sud	365	82	5 860	2 065	.	.	.	.	8 372
* Saint-Benoit-Joseph-Labre	20	72	1 281	873	21	.	.	.	2 267
* Saint-Bernard	30	21	.	319	.	.	.	.	370
Saint-Bruno	130	.	.	.	.	.	.	.	130
* Saint-Bruno-de-Guigues	138	3	1 170	1 692	.	.	.	.	3 003
Saint-Bruno-de-Montarville	202	.	.	.	.	.	.	.	202

Municipalités	Ouvrages d'assainissement des eaux					Financement			
* Saint-Calixte	74	101	129	1 628	26				1 958
* Saint-Célestin (village)	.	.	.	1 285	.				1 285
Saint-Césaire	27	208	4 360	6 422	.				11 017
* Saint-Charles	51	.	153	1 478	31				1 713
* Saint-Charles-Borromée (paroisse)	5	.	137	301	6				449
* Saint-Charles-Borromée (municipalité)	241	205	54	259	.				759
Saint-Charles-de-Drummond	.	.	2 052	1 622	.				3 674
* Saint-Chrysostome	294	221	932	1 266	17				2 730
* Saint-Côme-de-Kennebec	.	.	584	430	14				1 028
* Saint-Constant	134	.	.	.	.				134
* Saint-Cyprien-de-Napierville	10	.	149	332	3				494
* Saint-Cyrille-de-Wendover	21	.	202	1 280	37				1 540
* Saint-Damase	.	.	1 176	2 808	.				3 984
* Saint-David-de-Falardeau	115	70	568	1 052	.				1 805
* Saint-David-de-l'Auberivière	73	337	4 380	2 328	.				7 118
* Saint-Denis-de-Brompton	171	.	314	2 507	.				2 992
* Saint-Donat	42	.	350	533	.				925
* Saint-Édouard-de-Fabre	117	5	358	1 126	.				1 606
* Saint-Élie-d'Orford	45	.	.	.	.				45
* Saint-Elzéar (village)	160	36	181	1 654	.				2 031
* Saint-Émile	108	112	282	.	.				502
* Saint-Ephrem-de-Beauce (paroisse)	22	.	52	208	.				282
* Saint-Ephrem-de-Tring	.	.	577	1 078	.				1 655
* Saint-Esprit	23	.	.	.	.				23
* Saint-Étienne-de-Lauzon	30	.	.	1 516	51				1 597
* Saint-Étienne-des-Grès	.	.	53	1 208	.				1 261
Saint-Eugène	104	.	1 407	559	3				2 073
* Saint-Eustache	692	599	7 529	32 951	.				41 771
* Saint-Fabien	334	430	744	1 650	23				3 181
* Saint-Fabien-de-Panet	.	.	469	879	45				1 393
* Saint-Félicien (ville)	154	1 951	4 269	3 172	31				9 577
* Saint-Félix-d'Otis	328	.	319	1 467	.				2 114
Saint-Félix-de-Valois (village)	.	282	76	1 412	.				1 770
Saint-Félix-de-Valois (paroisse)	.	.	214	487	.				701
* Saint-Ferdinand	.	.	548	521	10				1 079
* Saint-Flavien	12	1	.	543	.				556
* Saint-François-de-Sales	.	.	613	710	44				1 367
* Saint-François-du-Lac (village)	180	.	179	1 435	9				1 803
* Saint-François-du-Lac (paroisse)	20	.	38	306	2				366
* Saint-François-Ouest	.	.	79	73	.				152
* Saint-François-Xavier-de-Brompton	209	.	322	1 741	.				2 272
* Saint-Gabriel	68	133	484	3 879	.				4 564
* Saint-Gabriel-Lalemant	53	.	37	946	.				1 036
* Saint-Gédéon	7	133	353	1 843	40				2 376
* Saint-Gédéon-de-Beauce	40	136	383	700	35				1 296
* Saint-Georges (ville)	175	586	3 575	6 881	.				11 217
* Saint-Georges (village)	36	1 201	1 039	1 207	.				3 483
* Saint-Georges-Ouest	92	593	1 507	4 141	.				6 333
* Saint-Gérard	20	1	264	806	.				1 091
Saint-Gérard-des-Laurentides	1	.	.	.	.				1
* Saint-Gérard-des-Laurentides	.	.	547	1 034	16				1 597
* Saint-Gérard-Majella	.	.	248	1 058	.				1 306
* Saint-Germain-de-Grantham (village)	44	.	.	.	58				102
* Saint-Germain-de-Grantham (paroisse)	.	.	.	.	29				29
* Saint-Gervais	107	.	247	1 338	.				1 692
* Saint-Guillaume (village)	.	.	2 177	3 404	.				5 581
* Saint-Guillaume-de-Granada	.	.	13	86	.				99
* Saint-Henri	300	35	1 064	5 583	28				7 010
Saint-Henri-de-Taillon	402	.	480	1 144	4				2 030
* Saint-Hilarion	.	.	9	910	.				919

Municipalité	Ouvrages d'assainissement des eaux					Financement			
	[redacted]		[redacted]		[redacted]		[redacted]	[redacted]	[redacted]
Saint-Honoré	75	252	954	1 272	.	.	.	.	2 553
Saint-Hubert	581	2 713	14 731	38 293	.	.	.	.	56 318
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	165	.	58	1 379	19	.	.	.	1 621
Saint-Hugues	4	15	477	1 030	.	.	.	.	1 526
Saint-Hyacinthe	401	62	15 335	29 084	.	.	.	.	44 882
Saint-Ignace-de-Loyola	297	.	659	2 224	18	.	.	.	3 198
Saint-Isidore (village)	122	.	461	1 102	.	.	.	.	1 685
Saint-Jacques (village)	.	221	.	2 328	.	.	.	.	2 549
Saint-Jean-Baptiste (municipalité)	46	.	11	151	.	.	.	.	208
Saint-Jean-Baptiste (paroisse)	32	80	1 556	2 920	74	.	.	.	4 662
Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet	527	.	813	2 257	3	.	.	.	3 600
Saint-Jean-Chrysostome (ville)	69	47	320	4 357	42	.	.	.	4 835
Saint-Jean-Chrysostome (paroisse)	96	76	717	380	6	.	.	.	1 275
Saint-Jean-de-la-Lande	.	1	22	1 566	.	.	.	.	1 589
Saint-Jean-de-Matha	57	.	33	1 518	.	.	.	.	1 608
Saint-Jean-des-Piles	.	.	175	685	.	.	.	.	860
Saint-Jean-Port-Joli	655	74	452	3 467	20	.	.	.	4 668
Saint-Jean-sur-Richelieu	5 503	1 867	19 057	1 151	.	.	.	.	27 578
Saint-Jérôme	79	.	.	.	.	1 610	.	.	1 689
Saint-Joseph-de-Beauce (ville)	32	49	1 456	2 177	20	.	.	.	3 734
Saint-Joseph-de-Coleraine	279	815	486	1 718	12	.	.	.	3 310
Saint-Joseph-de-Coleraine	302	.	.	.	.	.	.	.	302
Saint-Joseph-de-Sorel	.	.	923	966	.	.	.	.	1 889
Saint-Jovite	87	290	1 380	5 227	.	.	.	.	6 984
Saint-Justin	213	209	374	1 037	20	.	.	.	1 853
Saint-Lambert	152	1 982	2 818	9 056	.	.	.	.	14 008
Saint-Lazare	472	.	635	5 592	2	.	.	.	6 701
Saint-Lazare-de-Bellechasse	159	.	341	779	.	.	.	.	1 279
Saint-Léon-de-Standon	7	.	.	114	.	.	.	.	121
Saint-Léonard	66	76	127	265	1	.	.	.	535
Saint-Léonard-d'Aston (village)	403	147	1 034	1 988	9	.	.	.	3 581
Saint-Liboire (village)	.	451	965	1 390	.	.	.	.	2 806
Saint-Louis-de-France	71	.	622	1 940	.	.	.	.	2 633
Saint-Louis-de-Gonzague	237	.	398	1 610	18	.	.	.	2 263
Saint-Luc	1 428	77	6 299	1 295	.	.	.	.	9 099
Saint-Luc-de-Bellechasse	83	.	178	1 427	.	.	.	.	1 688
Saint-Luc-de-Matane	15	4	.	246	51	.	.	.	316
Saint-Ludger (village)	2	2	317	284	.	.	.	.	605
Saint-Magloire	151	2	4	746	7	.	.	.	910
Saint-Malachie	86	2	189	1 163	.	.	.	.	1 440
Saint-Malachie-d'Ormstown	49	.	165	396	1	.	.	.	611
Saint-Martin	13	4	.	1 912	.	.	.	.	1 929
Saint-Mathieu-d'Harricana	.	.	.	157	.	.	.	.	157
Saint-Maurice	.	.	11	462	40	.	.	.	513
Saint-Méthode	154	.	412	982	16	.	.	.	1 564
Saint-Méthode-de-Frontenac	7	.	281	911	.	.	.	.	1 199
Saint-Michel-de-Rougemont	.	.	793	.	.	.	.	.	793
Saint-Michel-des-Saints	.	.	1 933	1 836	.	.	.	.	3 769
Saint-Narcisse-de-Rimouski	254	11	408	2 236	17	.	.	.	2 926
Saint-Nérée	98	.	330	1 084	.	.	.	.	1 512
Saint-Nicéphore	40	.	1 100	1 543	.	.	.	.	2 683
Saint-Nicolas (ville)	658	33	8 965	5 293	24	.	.	.	14 973
Saint-Odilon-de-Cranbourne	80	.	53	1 236	.	.	.	.	1 369
Saint-Ours (ville)	155	.	.	.	.	.	.	.	155
Saint-Ours (ville)	.	506	1 042	892	10	.	.	.	2 450
Saint-Ours (paroisse)	25	.	.	.	.	.	.	.	25
Saint-Pascal (ville)	103	67	873	1 868	.	.	.	.	2 911
Saint-Pascal (municipalité)	.	.	83	141	.	.	.	.	224
Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup	14	.	1 833	526	.	.	.	.	2 373
Saint-Patrice-de-Sherrington	144	.	485	2 221	21	.	.	.	2 871

Municipalités	Ouvrages d'assainissement des eaux					Financement			
* Saint-Paul	21	124	416	46	.	.	.	.	607
* Saint-Paul-d'Abbotsford	304	1 541	182	972	23	.	.	.	3 022
* Saint-Philippe	285	.	2 323	2 328	10	.	.	.	4 946
* Saint-Pie	49	465	710	1 539	.	.	.	.	2 763
* Saint-Pierre-de-Sorel	.	25	1 590	1 932	.	.	.	.	3 547
* Saint-Placide (village)	17	.	.	271	49	.	.	.	337
* Saint-Prime	16	788	294	1 959	44	.	.	.	3 101
* Saint-Prosper	87	29	1 066	1 881	57	.	.	.	3 120
* Saint-Raphaël (village)	.	5	.	1 407	44	.	.	.	1 456
Saint-Raymond (ville)	.	191	.	.	.	.	.	.	191
Saint-Rédempteur	742	13	2 400	3 331	13	.	.	.	6 499
* Saint-Rémi	415	43	815	3 856	14	.	.	.	5 143
* Saint-Robert-Bellarmin	.	.	182	573	.	.	.	.	755
* Saint-Roch-de-l'Achigan	.	.	.	796	.	.	.	.	796
* Saint-Roch-de-Richelieu	418	588	1 652	1 736	22	.	.	.	4 416
* Saint-Romain	115	.	828	1 159	.	.	.	.	2 102
* Saint-Romuald	1 334	.	11 861	7 500	63	.	.	.	20 758
Saint-Sauveur	359	.	.	.	.	.	.	.	359
Saint-Sauveur-des-Monts	697	.	.	.	.	.	.	.	697
* Saint-Sébastien (municipalité)	138	.	.	1 323	15	.	.	.	1 476
* Saint-Sébastien (paroisse)	.	.	956	526	.	.	.	.	1 482
* Saint-Sévérin	150	.	.	.	.	.	.	.	150
* Saint-Siméon (paroisse)	360	63	1 403	2 342	28	.	.	.	4 196
Saint-Siméon (village)	267	144	716	2 548	11	.	.	.	3 686
Saint-Siméon (paroisse)	19	60	43	94	.	.	.	.	216
* Saint-Simon	.	429	581	1 183	.	.	.	.	2 193
* Saint-Sulpice	.	.	2 033	2 012	.	.	.	.	4 045
* Saint-Tharcisius	22	24	.	63	.	.	.	.	109
* Saint-Théodore-d'Acton	217	710	52	1 134	18	.	.	.	2 131
* Saint-Théophile	.	.	24	527	13	.	.	.	564
* Saint-Timothée (village)	19	774	2 807	437	.	.	.	.	4 037
* Saint-Timothée (paroisse)	74	312	1 928	7 036	.	.	.	.	9 350
* Saint-Ubalde	220	129	1 222	1 608	.	.	.	.	3 179
* Saint-Urbain	208	10	710	1 221	.	.	.	.	2 149
* Saint-Valérien	99	.	248	1 056	14	.	.	.	1 417
* Saint-Valérien-de-Milton	.	.	236	2 632	.	.	.	.	2 868
* Saint-Vianney	76	27	26	1 219	15	.	.	.	1 363
Saint-Victor (village)	25	21	235	597	.	.	.	.	878
Saint-Victor-de-Tring	3	.	513	2 562	.	.	.	.	3 078
* Saint-Wenceslas (village)	84	.	322	1 120	5	.	.	.	1 531
* Saint-Zacharie (village)	71	267	724	978	19	.	.	.	2 059
* Saint-Zénon	339	.	.	647	17	.	.	.	1 003
Saint-Zotique	360	.	.	.	.	.	.	.	360
* Saint-Zotique	.	.	1 218	3 794	37	.	.	.	5 049
* Sainte-Adèle (ville)	153	.	851	1 094	.	.	.	.	2 098
* Sainte-Agathe-des-Monts (ville)	145	281	.	6 288	.	.	.	.	6 714
* Sainte-Agathe-Sud	67	538	.	796	.	.	.	.	1 401
* Sainte-Angèle-de-Mérici	300	26	151	1 806	20	.	.	.	2 303
* Sainte-Angèle-de-Monnoir	22	10	.	323	.	.	.	.	355
Sainte-Anne-de-la-Pérade (paroisse)	119	.	.	.	.	.	.	.	119
* Sainte-Anne-de-Sorel	.	21	390	1 208	.	.	.	.	1 619
* Sainte-Anne-des-Plaines	771	137	1 287	7 324	31	.	.	.	9 550
* Sainte-Anne-du-Lac	24	20	6	256	13	.	.	.	319
* Sainte-Aurélie	.	.	309	705	14	.	.	.	1 028
Sainte-Béatrix	.	.	.	567	.	.	.	.	567
* Sainte-Blandine	267	118	888	1 860	.	.	.	.	3 133
* Sainte-Brigitte-de-Laval	228	.	550	3 258	.	.	.	.	4 036
* Sainte-Catherine	143	.	.	.	.	.	.	.	143
* Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	65	1 144	740	1 800	.	.	.	.	3 749
* Sainte-Claire	508	.	735	3 803	4	.	.	.	5 050

Municipalités	Ouvrages d'assainissement des eaux					Financement			
	[redacted]		[redacted]		[redacted]		[redacted]		[redacted]
* Sainte-Edwidge-de-Clifton	160	.	145	796	20	.	.	.	1 121
Sainte-Edwidge-de-Clifton	123	.	.	.	.	.	.	.	123
* Sainte-Émélie-de-l'Énergie	2	84	.	560	.	.	.	.	646
* Sainte-Eulalie	.	.	69	730	.	.	.	.	799
* Sainte-Félicité (village)	241	102	339	2 298	15	.	.	.	2 995
* Sainte-Flavie	146	684	694	1 269	11	.	.	.	2 804
Sainte-Foy	588	8 592	4 864	.	.	.	.	.	14 044
* Sainte-Geneviève-de-Berthier	33	.	599	332	2	.	.	.	966
* Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin	144	20	.	881	22	.	.	.	1 067
* Sainte-Hedwidge	.	7	.	879	37	.	.	.	923
* Sainte-Hélène	.	.	107	649	44	.	.	.	800
* Sainte-Hénédine	43	134	108	1 400	38	.	.	.	1 723
* Sainte-Jeanne-d'Arc	161	21	841	1 101	.	.	.	.	2 124
* Sainte-Julie	171	1 283	.	2 373	.	.	.	.	3 827
* Sainte-Julienne	.	13	360	1 374	.	.	.	.	1 747
* Sainte-Justine	161	6	57	1 999	32	.	.	.	2 255
* Sainte-Lucie-des-Laurentides	58	.	.	.	.	.	.	.	58
* Sainte-Madeleine	46	3	8	1 385	.	.	.	.	1 442
* Sainte-Madeleine-de-Rigaud	.	186	772	863	.	.	.	.	1 821
* Sainte-Marguerite	.	5	262	1 488	.	.	.	.	1 755
* Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	497	.	1 928	2 880	38	.	.	.	5 343
* Sainte-Marie	41	34	5 198	7 571	35	.	.	.	12 879
Sainte-Marthe-du-Cap	222	116	1 404	1 255	6	.	.	.	3 003
* Sainte-Martine	327	1 049	4 807	2 315	.	.	.	.	8 498
* Sainte-Mélanie	.	.	.	.	44	.	.	.	44
* Sainte-Perpétue (paroisse)	256	74	292	2 186	24	.	.	.	2 832
* Sainte-Rosalie	30	47	339	1 697	.	.	.	.	2 113
* Sainte-Sophie	14	.	.	1 080	44	.	.	.	1 138
* Sainte-Thérèse	294	193	2 969	977	.	.	.	.	4 433
* Sainte-Thérèse-de-Gaspé	243	.	804	1 515	25	.	.	.	2 587
* Sainte-Ursule	135	16	398	956	.	.	.	.	1 505
* Sainte-Victoire-d'Arthabaska	4	.	351	976	.	.	.	.	1 331
* Saints-Anges	170	.	.	1 205	20	.	.	.	1 395
* Salaberry-de-Valleyfield	726	1 667	9 512	23 154	.	.	.	.	35 061
* Sawyerville	9	83	708	1 372	.	.	.	.	2 172
* Sayabec	.	61	891	2 742	61	.	.	.	3 755
Schefferville	.	.	4 683	.	.	.	.	.	4 683
* Scotstown	307	.	927	1 414	27	.	.	.	2 675
* Senneterre	641	211	3 739	3 472	29	.	.	.	8 092
* Sept-Îles	1 686	193	5 964	11 609	20	.	.	.	19 472
Shawinigan (ville)	553	.	100	.	.	.	.	.	653
* Shawinigan-Sud	38	735	3 902	6 262	58	.	.	.	10 995
* Shenley	25	852	178	1 560	.	.	.	.	2 615
* Sherbrooke	738	1 815	19 065	50 540	.	.	1 628	.	73 786
* Shipshaw	168	77	1 091	2 687	36	.	.	.	4 059
* Shipton	.	169	443	289	7	.	.	.	908
* Sorel (ville)	378	2 725	6 780	12 319	.	.	.	.	22 202
* Stanbridge Station	160	35	688	.	.	.	.	.	883
* Stanstead (canton)	79	.	62	669	4	.	.	.	814
* Stanstead Plain	42	.	.	.	.	.	.	.	42
* Stoke	96	.	.	425	11	.	.	.	532
* Stoneham-et-Tewkesbury	205	.	1 335	3 302	.	.	.	.	4 842
* Stornoway	57	.	191	1 258	.	.	.	.	1 506
* Stratford	16	2	123	1 027	38	.	.	.	1 206
* Sullivan	.	248	457	1 479	.	.	.	.	2 184
Témiscaming (ville)	278	295	3 630	4 209	10	.	.	.	8 422
* Témiscaming (bande indienne)	.	.	53	278	.	.	.	.	331
Terrasse-Vaudreuil	17	641	1 437	1 860	.	.	.	.	3 955
Terrebonne	2 267	424	19 773	19 475	.	.	.	.	41 939
* Thetford Mines (ville)	217	3 426	11 697	7 092	.	.	.	.	22 432

Municipalités	Ouvrages d'assainissement des eaux				Financement				
* Thetford-Partie-Sud	27	149	625	545					1 346
* Thurso	208								208
* Tingwick	168	10	56	636	11				881
* Tourville			227	578					805
* Tracy	16	175	7 848	7 729					15 768
Tremblay	39	83	1 194	1 059	32				2 407
* Tring-Jonction	16	1 231	1 589	2 185	39				5 060
* Trois-Lacs				440	15				455
* Trois-Pistoles	622	79	1 344	3 286					5 331
Trois-Rivières	187	7 305	39 461	26 746					73 699
Trois-Rivières-Ouest	84	527	11 274	4 469					16 354
Upton (village)	29	15	518	2 093					2 655
* Val-Bélair	319	1 631							1 950
Val-Brillant	167								167
* Val-d'Or	421	302	3 380	14 474					18 577
* Val-David	89								89
Val-Joli	106								106
* Valcourt (ville)	93	998	276	1 459					2 826
* Valcourt (canton)			174						174
* Vallée-Jonction (village)		965	805	860	11				2 641
* Vanier	257	2 220	48						2 525
* Varennes	63	159	3 203	4 724					8 149
* Vaudreuil	188	98	225	7 725					8 236
* Venise-en-Québec	335		2 568	1 862	31				4 796
* Verchères		146	1 393	6 548					8 087
* Victoriaville (ville)	334	421	4 936	12 319					18 010
* Ville-Marie	93	172	2 908	2 332	45	157			5 707
* Warden		9	188	513					710
* Warwick (ville)	39	377	852	2 831	49				4 148
* Warwick (canton)	15		93						108
* Waterloo	250	183	1 825	4 244		180			6 682
* Waterville	6								6
* Weedon Centre	43	268	776	1 496	46				2 629
* Wickham	189		133	1 661	13				1 996
* Windsor	30	1 110	3 247	3 400	48				7 835
* Yamachiche			2 611	2 103					4 714
Dépenses en instance d'approbation finale	3	37	1 821	2 861				390	5 112
* Études préliminaires (Ministère)	375								375
Études gérées et financées mais qui verront leurs ouvrages se réaliser éventuellement dans le cadre du nouveau programme (PADEM)	59 243								59 243
Total des ouvrages réalisés	201 211	255 620	1 176 682	1 947 782	5 960	3 310	75 868	49 189	3 715 622
*** Travaux cédés**	(85 824)	(210 243)	(751 807)	(1 386 906)	(5 331)			(20 615)	(2 460 726)
Financement d'ouvrages complétés, réalisés par les municipalités						(3 310)	(75 868)		(79 178)
TOTAL DES OUVRAGES EN COURS	**115 387**	**45 377**	**424 875**	**560 876**	**629**	**.**	**.**	**28 574**	**1 176 718**

États financiers

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société québécoise d'assainissement des eaux ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

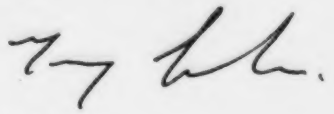
Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers.

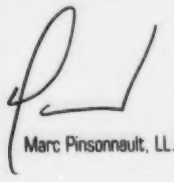
Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Société, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer la direction pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Le président-directeur général,



Guy Leclerc, ing.

Le vice-président administration et secrétaire général,



Marc Pinsonnault, LL.B., B.Sc.

Montréal, le 11 juin 1999

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de la Société québécoise d'assainissement des eaux au 31 mars 1999 et les états des revenus et dépenses et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date.
La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société.
Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 1999, ainsi que des résultats de son exploitation et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton

Guy Breton, FCA

Québec, le 11 juin 1999

ÉTATS FINANCIERS

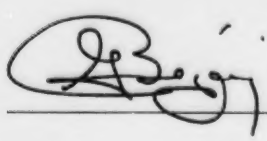
Exercice terminé le 31 mars 1999

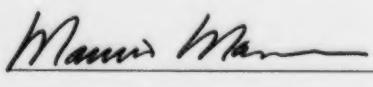
	1999	1998
REVENUS		
Honoraires de gestion (note 3)	5 151	7 559
Revenus financiers	280 024	273 778
	285 175	281 337
DÉPENSES		
Traitements et avantages sociaux	3 122	4 509
Transport et communications	411	589
Services informatiques	127	173
Services professionnels, administratifs et autres	1 455	2 322
Entretien et réparations	29	6
Loyers	532	520
Fournitures	34	37
Frais financiers (note 4)	279 674	273 551
Amortissement des immobilisations	27	64
	285 411	281 771
Dépenses imputées aux créances	236	434
	285 175	281 337

	1999	1998
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	816	835
Débiteurs	119 615	109 813
Créances du gouvernement du Québec (note 5)	12 068	6 357
Créances des municipalités (note 5)	13 014	12 386
Frais payés d'avance	335	675
	145 848	130 066
Créances à long terme du gouvernement du Québec (note 5)	2 911 045	2 825 400
Créances à long terme des municipalités (note 5)	349 924	344 073
Ouvrages réalisés et non facturés	19 243	19 749
Immobilisations (note 6)	-	27
	3 426 060	3 319 315
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	106 830	104 779
Versements sur la dette à long terme (note 7)	25 082	18 743
	131 912	123 522
Créditeurs et frais courus des ouvrages réalisés	23 457	26 224
Dette à long terme (note 7)	3 256 897	3 157 151
Revenus reportés	6 986	6 514
Autres éléments de passif	6 808	5 904
	3 426 060	3 319 315

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (notes 8 et 9)

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION





ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Exercice terminé le 31 mars 1999	1999	1998
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Éléments des revenus et dépenses n'impliquant aucun mouvement de liquidités :		
Virement aux revenus reportés	472	1 210
Amortissement des autres éléments de passif	945	704
Amortissement des immobilisations	27	64
	1 444	1 978
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(7 411)	(2 312)
Liquidités utilisées pour les activités d'exploitation	(5 967)	(334)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Créditeurs et frais courus des ouvrages réalisés	(2 767)	(12 410)
Dette à long terme	163 865	285 722
Remboursement de la dette à long terme	(57 780)	(177 501)
Variation des autres éléments de passif	(41)	13 452
Liquidités provenant des activités de financement	103 277	109 263
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Sommes imputées aux créances à long terme et aux ouvrages réalisés et non facturés	(119 252)	(141 470)
Encaissement des créances à long terme	21 923	32 665
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(97 329)	(108 805)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	(19)	124
ENCAISSE AU DÉBUT	835	711
ENCAISSE À LA FIN	816	835

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1999
(en milliers de dollars pour les tableaux)

1. Identification, objets et financement

La Société québécoise d'assainissement des eaux, personne morale au sens du Code civil, constituée par loi spéciale (L.R.Q., chapitre S-18.2.1) a notamment pour objets :

- de concevoir, construire, améliorer, agrandir, mettre en marche, financer ou exploiter des ouvrages d'assainissement des eaux pour les besoins des municipalités ou d'exécuter des travaux de réfection des réseaux d'égout municipaux ;
- d'exécuter des études de réfection des réseaux d'égout municipaux ;
- d'exécuter d'autres études en matière d'égout et d'assainissement des eaux ;
- de financer des travaux d'aménagement du lit, incluant les rives, et des terrains en bordure des rives de lacs ou de cours d'eau ;
- de financer des travaux de régularisation du niveau de lacs ou de cours d'eau ;
- de concevoir, construire, améliorer, agrandir, mettre en marche ou financer des réseaux d'égout ou d'aqueduc ou des installations de traitement de l'eau potable pour les besoins du territoire désigné par le gouvernement et situé sur la Côte-Nord du Golfe Saint-Laurent ;
- d'agir à l'extérieur du Québec dans le domaine de l'eau, notamment en fournissant des biens et des services reliés à l'expérience qu'elle a acquise au Québec, en faisant la promotion de ces biens et de ces services et en favorisant le développement du potentiel technologique et industriel du Québec dans ce domaine ;
- d'agir comme conseiller auprès des municipalités en matière de réalisation et d'exploitation d'ouvrages d'assainissement des eaux ;
- de fournir aux municipalités de l'aide technique et professionnelle en matière de gestion pour la réalisation d'ouvrages d'assainissement des eaux ;
- d'élaborer des projets de transfert et de diffusion de nouvelles technologies en matière d'assainissement des eaux et de traitement de l'eau potable et de procéder avec l'autorisation du ministère des Affaires municipales à leur réalisation.

La Société québécoise d'assainissement des eaux est une société du gouvernement du Québec sans but lucratif.

Elle facture le gouvernement du Québec pour le compte des municipalités et les municipalités pour les études et les travaux d'assainissement, d'aqueduc et d'égout qu'elle exécute et pour le financement de certains travaux municipaux.

La Société demeure propriétaire des ouvrages jusqu'à ce que les procédures de livraison définitive des unités de traitement soient complétées, même si d'autres coûts peuvent être engagés.

2. [illegible]

Les états financiers de la Société ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion sont établis selon un pourcentage du coût de réalisation des ouvrages d'assainissement, d'aqueduc et d'égout et autres travaux.

- Facturation

Les honoraires de gestion à facturer pour la réalisation complète du mandat de la Société couvrent la période de réalisation des ouvrages ainsi que celle de la gestion et du financement du service de la dette relié à ces ouvrages.

Les honoraires de gestion sont facturés comme suit pour les ouvrages d'assainissement :

. En fonction des dépenses effectuées pour les études ;

. Selon une répartition uniforme sur la durée estimative de la réalisation des travaux (méthode des échéanciers) pour les travaux d'assainissement.

Pour les autres travaux, incluant ceux d'aqueduc et d'égout, les honoraires de gestion sont facturés selon un pourcentage du coût des travaux réalisés.

- Revenus reportés

La Société ne peut établir précisément les honoraires de gestion réalisés annuellement en fonction de la durée totale de son mandat.

Par conséquent, l'excédent annuel des honoraires de gestion sur les frais nets d'opération est porté aux revenus reportés ou, dans le cas contraire, un montant des revenus reportés équivalent à l'excédent annuel des frais nets d'opération sur les honoraires de gestion facturés est alors viré aux revenus de l'exercice.

Créances à long terme

Les créances à long terme, à être perçues des municipalités et du gouvernement du Québec pour le compte des municipalités, comprennent les dépenses effectuées pour la réalisation des ouvrages d'assainissement, d'aqueduc et d'égout ainsi que le financement de l'aménagement des berges et d'autres ouvrages d'assainissement réalisés par les municipalités, déductions faites des remboursements reçus.

Immobilisations

Les immobilisations sont capitalisées et amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 p. cent.

Autres éléments de passif

Les coûts reliés à la couverture du risque de change se rapportant aux emprunts à long terme contractés en monnaies étrangères ainsi que la prime et les frais d'émission de la dette à long terme sont reportés. Ces éléments sont amortis selon le taux effectif sur la durée de l'emprunt.

Fonds pour le remboursement de la dette à long terme

La Société a constitué un fonds pour le remboursement de la dette à long terme à partir des remises périodiques de capital des municipalités.

Les fonds disponibles portent intérêts; ils permettent de réduire temporairement les emprunts bancaires.

Créditeurs et frais courus des ouvrages réalisés

Les créditeurs et frais courus engagés pour la réalisation des projets sont présentés à long terme, car ils seront financés à long terme.

Conversion des devises

Les dettes à long terme libellées en devises étrangères sont converties aux taux des instruments de couverture des risques de change s'y rapportant.

3 Honoraires de gestion

	1999	1998
Honoraires facturés	5 623	8 769
Virement aux revenus reportés	(472)	(1 210)
	5 151	7 559

	1999	1998
Intérêts sur obligations et effets à payer	235 056	243 557
Amortissement des autres éléments de passif	945	704
Frais de garantie d'emprunt	10 155	10 444
Intérêts sur emprunts bancaires	33 518	18 846
	279 674	273 551

5 Créances à long terme

	1999	1998
Gouvernement du Québec	2 923 113	2 831 757
Portion réalisable au cours du prochain exercice	12 068	6 357
	2 911 045	2 825 400
Municipalités	362 938	356 459
Portion réalisable au cours du prochain exercice	13 014	12 386
	349 924	344 073

Ces créances portent intérêts à un taux équivalent à celui payé par la Société sur sa dette à long terme. Elles sont réalisables dans les délais suivants :

Études d'assainissement :
- Municipalités ..... 5 ans
- Gouvernement du Québec ..... 25 ans

Études et travaux d'aqueduc et d'égout ..... 10 ans

Travaux d'assainissement :
- Municipalités ..... 20 ans
- Gouvernement du Québec ..... 25 ans

Les municipalités remboursent leurs créances à chaque période de paiement d'intérêt.

Le gouvernement rembourse, à la date d'échéance de l'obligation, la portion non refinancée de ses créances.

	1999			1998
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Équipement et logiciels informatiques	613	613	-	27

7. Dette à long terme

	1999	1998

Obligations et effets à payer (a) (b)

Années d'échéance	Dollars canadiens	Dollars États-Unis	Yens	Francs suisses	Marks allemands	Francs luxembourgeois		
1999	-	-	-	-	-	-	-	57 780
2000	75 000	-	-	-	-	-	75 000	75 000
2001	200 000	68 625	-	102 327	119 054	-	490 006	490 006
2002	180 000	-	99 102	-	-	-	279 102	279 102
2003	398 836	-	-	-	-	-	398 836	398 836
2004	493 297	-	-	-	100 000	-	593 297	-
1 à 5 ans	1 347 133	68 625	99 102	102 327	219 054	-	1 836 241	1 300 724
6 à 10 ans	300 000	100 000	69 833	-	143 788	174 446	788 067	1 298 171
11 à 20 ans	50 000	-	-	-	-	-	50 000	50 000
	1 697 133	168 625	168 935	102 327	362 842	174 446	2 674 308	2 648 895
Emprunts bancaires (c)							607 671	526 999
							3 281 979	3 175 894
Versements échéant en deçà d'un an							25 082	18 743
							3 256 897	3 157 151

A. Le capital et les intérêts des obligations et des effets à payer sont garantis par le gouvernement du Québec. Il est prévu qu'à leur échéance, une grande partie de ces dettes sera refinancée à long terme.

B. Le capital et les intérêts sur les obligations et effets à payer libellés en devises étrangères sont couverts par des conventions d'échange de taux d'intérêt et de devises (swaps).

Les swaps sont contractés directement avec le gouvernement du Québec et ce dernier assume les risques reliés à ces instruments de couverture.

Les entrées ainsi que les sorties de fonds rattachées à ces opérations sont transigées en dollars canadiens.

C. Ces emprunts bancaires non garantis par le gouvernement du Québec seront financés à long terme lorsque les modalités de financement auront été complétées. Ils portent un taux d'intérêt moyen d'un peu plus de 150 points de base inférieur au taux préférentiel des banques à charte canadiennes.

Le montant disponible du Fonds pour le remboursement de la dette à long terme est de 42 018 900 $ au 31 mars 1999 (1998 : 34 339 782 $). Ces fonds ont été utilisés pour réduire temporairement les emprunts bancaires.

Les taux d'intérêt sur les obligations et effets à payer présentés dans le tableau suivant tiennent compte du taux d'intérêt contractuel des emprunts et des primes et frais d'émission qui s'y rattachent.

Années d'échéance	Dollars canadiens	Dollars États-Unis	Yens	Francs suisses	Marks allemands	Francs luxembourgeois	Moyenne pondérée
1 à 5 ans	8,79	7,84	10,16	12,69	9,52	-	9,13
6 à 10 ans	7,49	9,67	9,89	-	9,30	7,72	8,36
11 à 20 ans	10,25	-	-	-	-	-	10,25
Moyenne pondérée	8,61	8,93	10,05	12,69	9,43	7,72	8,93

8 Engagements

Les engagements, en vertu des dernières prévisions découlant des ententes conclues avec les municipalités et le gouvernement du Québec relativement à l'exécution et au financement des ouvrages, s'établissent comme suit :

	1999	1998
Ouvrages à réaliser selon les ententes signées	3 768 576	3 767 713
Ouvrages réalisés	3 636 419	3 517 167
Solde à réaliser	132 157	250 546

La Société est engagée par des baux à long terme échéant à diverses dates jusqu'au 31 mai 2000 pour des locaux administratifs. La dépense de loyer de l'exercice concernant ces locaux administratifs s'élève à 482 365 $. Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit :

2000	402
2001	52
	454

9. Poursuites

Au 31 mars 1999, les réclamations et actions en justice de différents fournisseurs totalisent 21,3 millions de dollars. La Société conteste ces litiges découlant de contrats d'exécution de travaux. De l'avis de ses conseillers juridiques, il est présentement impossible d'en évaluer précisément le dénouement et les montants qu'elle pourrait être appelée à verser, le cas échéant. Toutefois, une provision pour réclamations à payer a été estimée par la direction de la Société. Cette provision est incluse dans le poste créditeurs et frais courus des ouvrages réalisés. Tout montant que la Société pourrait être appelée à verser lors du règlement de ces litiges sera facturé au gouvernement du Québec pour le compte des municipalités et aux municipalités.

10. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

11. Incertitude découlant du problème du passage à l'an 2000

Les systèmes informatiques sensibles aux dates peuvent entraîner des erreurs lorsque des informations faisant intervenir des dates de l'an 2000 sont traitées. En outre, des problèmes semblables peuvent se manifester dans des systèmes qui utilisent certaines dates de l'année 1999 pour représenter autre chose qu'une date. Les répercussions du problème du passage à l'an 2000 pourront se faire sentir le 1er janvier de l'an 2000, ou encore avant ou après cette date, et, si l'on n'y remédie pas, les conséquences sur l'exploitation et l'information financière peuvent aller d'erreurs mineures à une défaillance importante des systèmes qui pourrait nuire à la capacité de la Société d'exercer normalement ses activités.

La Société a mis en place un plan de correction pour remédier à cette incertitude. Il n'est pas possible d'être certain que tous les aspects du problème du passage à l'an 2000 qui ont une incidence sur la Société, y compris ceux qui ont trait aux efforts déployés par les clients, les fournisseurs ou d'autres tiers, seront entièrement résolus.